



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 septembre 2001

Original: français

Lettre datée du 25 septembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

En application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur la présence internationale de sécurité au Kosovo durant la période du 1er au 31 août 2001 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter ce rapport à l'attention des membres du Conseil.

(Signé) Kofi A. Annan



Annexe

[Original : anglais]

Rapport mensuel sur les opérations de la Force de paix au Kosovo, adressé à l'Organisation des Nations Unies

1. Au cours de la période considérée (1er au 31 août 2001), il y avait un peu plus de 42 000 soldats de la Force de paix au Kosovo (KFOR) déployés sur le théâtre d'opérations, et aucun changement majeur n'a été signalé depuis le rapport précédent.
2. La situation générale au Kosovo est restée calme durant le mois d'août. Les actes de violence et d'intimidation interethniques se sont poursuivis, surtout à Mitrovica, et quelques manifestations ont eu lieu dans la province. La manifestation la plus importante s'est déroulée à Prizren où 2 000 Albanais du Kosovo ont protesté contre la décision prise par les autorités locales de ne pas autoriser une cérémonie commémorant l'ALK. La police de la MINUK a dû recourir aux gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

Sécurité

3. Au cours de la période considérée, le nombre d'incidents signalés a été relativement peu important. Le 6 août, la KFOR a dû secourir les occupants kosovars albanais d'un véhicule qui avait été lapidé par des Kosovars serbes. Les soldats de la KFOR ont dû tirer en l'air lorsque le groupe s'en est pris à eux. Le 7 août, à Lipjan, au nord de Pristina, trois Kosovars serbes ont été blessés lorsque leurs véhicules ont essuyé des coups de feu. L'incident fait l'objet d'une enquête. Le 15 août, à Gjozbulja, la KFOR et la police de la MINUK ont dû séparer une vingtaine de Kosovars serbes et de Kosovars albanais impliqués dans une dispute concernant des droits de pacage pour le bétail.
4. Le 19 août, au nord de Mitrovica, la KFOR et la police de la MINUK ont dû intervenir pour disperser une foule qui s'était assemblée à la suite d'un accident de la circulation. Quatre soldats de la KFOR ont été blessés par des pierres jetées par la foule. Le 30 août, un groupe de Kosovars serbes s'est renforcé alors que les troupes de la KFOR escortaient deux Kosovars albanais et trois Kosovars serbes qui rentraient chez eux. Deux soldats de la KFOR ont été attaqués au cours de cet incident. Il y a également eu des informations concernant le harcèlement de Rom et de Kosovars serbes par des Kosovars albanais à Mali-Alas et à Lipjan – la police de la MINUK détient des suspects; et à Gomja Godance, un Kosovar serbe est décédé à la suite de 15 tirs d'arme à feu.
5. Un groupe de travail KFOR/MINUK a élaboré et publié en août un document¹ qui préconise une vaste gamme de mesures pour résoudre les problèmes de la ville de Mitrovica, portant sur la sécurité, les aspects politiques, les mesures propres à renforcer la confiance, le retour des personnes déplacées, le développement économique et la création d'emplois. Les mesures concrètes de sécurité comprennent notamment la création d'une unité interethnique d'enquête criminelle de la MINUK, et

¹ UNMIK and KFOR Joint Strategy for Mitrovica.

visent à améliorer la coordination entre la MINUK et la KFOR et à intensifier les patrouilles conjointes.

6. Au cours de la période considérée, 250 armes ont été détruites, ce qui porte à 8 011 le nombre total d'armes détruites dans le cadre du programme de destruction d'armes.

Sécurité des frontières extérieures et des limites intérieures

7. La KFOR a continué de renforcer sa présence le long de la frontière avec l'ex-République yougoslave de Macédoine² et d'empêcher les membres de l'Armée de libération nationale (ALN) d'utiliser le Kosovo comme voie d'approvisionnement ainsi que de franchir illégalement la frontière. Au cours de la période considérée, 384 personnes soupçonnées d'appartenir à l'ALN ont été détenues et remises à la police de la MINUK. Quelque 2 150 armes, 1 557 grenades et mines, et 154 000 munitions ont été saisies depuis juin.

8. À la fin d'août, la KFOR a établi des équipes mobiles de collecte d'armes près de la frontière avec l'ex-République yougoslave de Macédoine afin de recueillir les armes, d'interroger les personnes soupçonnées d'appartenir à l'ALN, et de les détenir ou de les libérer conformément aux instructions de la KFOR et de la MINUK. Des points de collecte seront établis lorsqu'une demande aura été reçue de l'ALN, et leur coordination sera assurée avec l'Équipe spéciale Récolte. Toutes les armes recueillies seront détruites au Kosovo par la KFOR selon les procédures établies, et les détails seront communiqués chaque jour au siège de l'Équipe spéciale Récolte.

9. Le blocus des routes d'approvisionnement de la KFOR dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en particulier au sud de Blace, a commencé vers le 19 août et s'est poursuivi jusqu'à la fin du mois, entravant les livraisons de denrées alimentaires, d'eau en bouteilles et de pièces de rechange essentielles. La KFOR a mis au point un plan de réapprovisionnement par chemin de fer qui a également été affecté vers la fin de la période considérée.

10. D'après les estimations, 81 802 réfugiés sont entrés au Kosovo à partir de l'ex-République yougoslave de Macédoine depuis février, dont 4 089 au cours de la période considérée.

11. La situation en matière de sécurité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine a provoqué un certain nombre d'incidents violents contre la KFOR, dont la plupart concernaient des jets de pierres contre les véhicules.

12. Dans le cadre des activités de la KFOR visant à empêcher le franchissement illégal de la frontière du Kosovo vers l'Albanie et vice-versa, une vingtaine de personnes ont été détenues et une vingtaine de tentatives de franchissement ont été empêchées. Ces incidents comprenaient des activités suspectes de contrebande.

Situation dans la zone de sécurité terrestre (ZST)

13. Le 17 août, le commandant de la KFOR a signé des procédures opérationnelles temporaires avec la République fédérale de Yougoslavie qui définissent les conditions nécessaires à l'avenir pour la coopération, la coordination et la suppression des conflits dans la ZST, à la suite de la décision prise par le Conseil de l'Atlantique

² La Turquie reconnaît l'ex-République yougoslave de Macédoine sous son nom constitutionnel.

Nord concernant l'assouplissement de la situation dans la ZST. Ces procédures remplacent les quatre notifications d'intention et les documents sur les opérations tactiques qui régissaient le redéploiement progressif des forces yougoslaves dans la ZST, et elles concernent l'ensemble de la zone telle qu'elle est définie dans l'Accord militaire technique. À la suite de cet accord, l'Armée yougoslave peut désormais être stationnée dans la zone sans aucune restriction concernant l'équipement et les armements. Le commandant de la KFOR garde le pouvoir de révoquer les procédures. L'Accord militaire technique et les dispositions concernant la zone de sécurité aérienne restent en vigueur.

14. Le 3 août, un groupe armé dont on soupçonne qu'il était constitué d'Albanais de souche a attaqué un poste de la Police spéciale du Ministère de l'intérieur près de Muhovac, tuant deux agents et en blessant deux autres. Le 26 août, trois sites occupés par la police serbe à Kitka, Beli Kamen et Breznica ont été attaqués par des assaillants munis d'armes légères.

Résolution 1160 (1999) du Conseil de sécurité

15. Bien que les opérations de la KFOR continuent de se traduire par des saisies d'armes, aucune violation de la résolution 1160 (1999) du Conseil de sécurité n'a été signalée³.

Coopération et respect par les parties

16. S'agissant du Corps de protection du Kosovo, 13 cas de non-respect ont été signalés au cours du mois d'août, la plupart d'entre eux liés à des actes criminels, une participation non autorisée à des cérémonies, des coups de feu tirés en guise de célébration ou la possession illégale d'armes. Pendant ce même mois, cinq demandes de renvoi pour absentéisme, manque de discipline et participation à des activités criminelles ont été présentées.

17. Le Corps de protection du Kosovo a continué d'exécuter divers projets humanitaires dans l'ensemble de la province. Un projet d'une grande complexité visant à nettoyer l'usine de batteries de Gnjilane sera exécuté en septembre en collaboration avec la KFOR – une évaluation des risques dus à l'accumulation de matériaux dangereux sur le site est en cours.

18. Les forces de sécurité de la République fédérale de Yougoslavie ont, de manière générale, continué de respecter les termes de l'Accord militaire technique.

Coopération avec les organisations internationales

19. La KFOR continue de fournir quotidiennement, sur demande, une assistance aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales au Kosovo et d'assurer la sécurité des opérations de police de la MINUK.

20. La KFOR continue de participer aux préparatifs des élections de l'Assemblée prévues pour le 17 novembre.

³ Le Conseil de sécurité de l'ONU a rapporté la résolution 1160 le 10 septembre 2001 et adopté la résolution 1367 mettant fin à l'interdiction de vendre des armes à la République fédérale de Yougoslavie.

Retour des réfugiés et des personnes déplacées

21. La réinstallation prévue de 83 Serbes du Kosovo⁴ dans la vallée d'Osojane, une zone où prédominent des Albanais du Kosovo, située au sud d'Istok, s'est faite le 23 août malgré l'organisation d'une manifestation réunissant 500 personnes.

Perspectives

22. La situation en matière de sécurité au Kosovo continue d'être généralement calme et stable. Les tensions ethniques, en particulier à Mitrovica et dans les enclaves serbes continuent de poser un risque pour le personnel de la KFOR. La violence dans le nord de l'ex-République yougoslave de Macédoine a diminué grâce à la mise en oeuvre de l'opération Moisson essentielle et le personnel de la KFOR court par conséquent moins de dangers.

⁴ Quatorze d'entre eux sont depuis repartis en République fédérale de Yougoslavie, citant le manque d'appui financier nécessaire pour reconstruire les maisons et faire vivre leurs familles comme étant la principale raison de leur départ.